

Amiens, le 15 novembre 2022

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**l'installation de 4 piézomètres de surveillance des eaux souterraines
sur le territoire de la commune de Feuquières-en-Vimeu
(parcelles cadastrées B 608, B 612, B 41 et Place Holleville Frères)**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 08 novembre 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier sous les prescriptions suivantes :**

- les piézomètres auront une profondeur de 45mètres,
- les piézomètres serviront à la surveillance analytique des eaux souterraines dans le cadre de campagnes de surveillance de pollution hors site,
- un dispositif de fermeture (capot) cadenassé doit être installé sur la tête du tubage.

Par ailleurs, je vous rappelle les éléments de réglementation suivants :

- vous devrez respecter les prescriptions générales applicables aux forages privés fixées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 qui vous a été transmis avec votre récépissé de dépôt de déclaration,
- un rapport de fin de travaux sera transmis à la Direction départementale des territoires et de la mer dans les deux mois suivant leur exécution.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice objet de votre déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent courrier, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de Feuquières-en-Vimeu où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Somme Aval et Cours d'eau côtiers pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie de Feuquières-en-Vimeu, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de toute ma considération.

La responsable du bureau police de
l'eau



Aurélie SAISOU

STANLEY BLACK & DECKER MANUFACTURING SAS
Monsieur Gilles TRIMARDEAU
24 – Rue Saint-Saëns
80 210 Feuquières-en-Vimeu